

**STEPHEN TIERNEY, *NATIONALISM AND GLOBALISATION*,  
OXFORD, HART PUBLISHING, 2015**

*Julie Brunet\**

La question nationaliste a été récemment soulevée lors des référendums en Crimée et en Écosse en 2014. La souveraineté au sens westphalien étant largement remise en question, les juristes qui se penchent sur l'émergence de nouveaux États doivent sous-peser le nationalisme d'une part et le constitutionnalisme « transnational » dans un contexte de mondialisation, caractérisés par une perte d'influence de l'État au profit d'entités supra-étatiques, d'autre part. Stephen Tierney, professeur de droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'Université de Edinbourg, en Écosse et directeur du Edinbourg Center for Constitutional Law, a organisé en mai 2012 un symposium intitulé « *Nationalism and Globalisation: New Settings, new challenges* ». Il a rassemblé les textes des participants dans ce livre qui s'adresse aux universitaires intéressés tant par le droit constitutionnel que par l'évolution des concepts d'État-nation, de nationalisme et de souveraineté dans une perspective de droit international.

Stephen Tierney adopte une approche découlant de la théorie du pluralisme constitutionnel. Selon lui, le droit facilite les revendications nationales sous-étatiques puisqu'il vient cristalliser les revendications politiques en revendications constitutionnelles. Plusieurs auteurs du livre se questionnent sur le statut de l'État à travers les changements normatifs. Certains tentent de mettre en application la théorie constitutionnelle afin de mieux comprendre la souveraineté et la pluralité d'autorités juridiques au-delà de l'État. Enfin, d'autres combinent théorie constitutionnelle et nationalisme afin d'analyser les conséquences constitutionnelles des revendications sous-étatiques. Le livre est divisé en deux parties, lesquelles sont chacune divisées en deux sections ainsi qu'en chapitres.

La première partie, « *Nationalism and Globalisation: Mapping the Terrain* », s'intéresse à la résilience des mouvements nationalistes. Dans la première section, « *Nationalism in Global Context* », l'historien John Breuilly, de la London School of Economics, présente au chapitre 2, « *The Globalisation of Nationalism and the Law* », la question du nationalisme comme idéologie de la modernité et se questionne à propos du rôle central des juristes dans sa diffusion. Au dix-neuvième siècle, le processus de « *nation-building* » allait de pair avec les interactions à l'échelle mondiale, puisque les États-nations émergents évoluaient dans un système-monde tout aussi récent. Ce système d'hégémons, en place jusqu'à la Guerre froide, pourrait effectuer un retour, avec « l'impérialisme » de puissances telles les États-Unis, la Chine et la Russie.

Au chapitre 3, « *Nationalism After the State?* », Michael Keating (universités

---

\* Étudiante au baccalauréat en droit à l'Université du Québec à Montréal et diplômée de la maîtrise en anthropologie à l'Université de Montréal.

d'Aberdeen et d'Edinburgh) propose le concept de pluralisme constitutionnel comme stabilisateur. Par ailleurs, puisque la souveraineté est souvent liée à l'État-nation et que ce dernier est constitué d'un territoire, l'auteur considère que le territoire est un concept sociologique, donc un espace physique qui habite des processus politiques, sociaux et économiques en constants changements. Michael Keating propose donc une approche constructiviste de la nation, à savoir qu'il s'agit d'une entité qui n'est ni tout à fait objective, ni complètement subjective, mais plutôt intersubjective, à travers un ensemble de significations partagées qui émerge lors de circonstances précises.

La deuxième section de la première partie, « *Re-Thinking the Constitutional State* », porte sur les mouvements nationalistes sous-étatiques. Au chapitre 4, « *Sub-State Nations and Strong States: The Accommodation Impasse?* », Stephen Tierney discute de l'émergence du nationalisme sous-étatique depuis les années soixante qui viserait un accommodement constitutionnel au sein même de l'État. L'auteur fait ainsi une distinction importante entre nationalisme et séparatisme et s'inscrit en faux par rapport aux défenseurs de la théorie post-étatique puisque l'on assiste même à un durcissement de certains États. Le nationalisme d'aujourd'hui est pluri-identitaire et civique plutôt qu'ethnique et les revendications sont liées à la mondialisation. De ce fait, libéralisme et nationalisme ne sont pas incompatibles. Puisque la popularité du concept de souveraineté de l'État est en déclin, pourquoi ne pas « ouvrir des espaces » à l'intérieur de l'État plutôt que de s'intéresser uniquement au pouvoir qui se trouve au-dessus de celui-ci ?

Au chapitre 5, « *Re-thinking Nationalism After Yugoslavia: Multi/Plurinational Regionalisms as Alternative to Statehood* », Dejan Stjepanovic (University College Dublin) parle de l'ex-Yougoslavie à partir du concept de nationalisme sous-étatique, qu'il appelle ici le régionalisme plurinational et multinational. Selon l'auteur, il ne s'agit pas de nationalisme à plus petite échelle : le régionalisme naît à partir d'une culture, d'une identité, d'une histoire ou d'une particularité partagée. Il rejette l'argument de la pente glissante du projet national qui conduit inévitablement à la sécession. L'auteur soulève l'exemple de la Voïvodine qui, malgré son régionalisme multinational, jouit d'une forte autonomie au sein de la République de Serbie.

Dans « *Southphalia or Southfailure? National Pluralism and the State in South Asia* » qui constitue le chapitre 6, Asanga Welikala (University of Edinburgh et Edinburgh Center for Constitutional Law) explique comment deux États postcoloniaux, l'Inde et le Sri Lanka, ont répondu au pluralisme ethnique et religieux de façon radicalement différente : accommodante en Inde et intolérante et répressive au Sri Lanka. Malgré l'indépendance, les éléments coercitifs mis en place par l'État colonial sont demeurés, tout comme le modèle de l'État-nation. La nation, en revanche, a dû être bâtie. La persistance du modèle westphalien ne répond donc pas adéquatement aux revendications sous-étatiques. Par-dessus tout, l'auteur préconise la prise en compte de l'histoire et de la culture des acteurs locaux, versus un modèle centré sur l'Occident (il mentionne le marxisme), puisque les revendications nationalistes trouvent racine avant même la période coloniale.

La deuxième partie du livre, « *Constitutional Globalisation: The Settings for National Pluralism* », cherche à définir comment le droit international traite des revendications des nations à l'intérieur des États dans une perspective mondiale du constitutionnalisme. La première section s'intitule « *International Law: Accomodating Pluralism?* ». Au chapitre 7 « *Modelling Democratic Session in International Law* », Stephen Wheatley (University of Lancaster) propose un modèle en faveur de la sécession démocratique qui se base sur la théorie de la complexité inspirée des sciences de la nature. Il affirme que l'État est constitué de systèmes politique et légal qui coexistent et évoluent ensemble. L'auteur reprend les trois étapes de la sécession démocratique : rejet de l'autorité souveraine par une population, puis acceptation de l'autorité des systèmes émergents et enfin, reconnaissance de l'entité politique qui possède l'autorité légitime. Pour que ce système complexe devienne un État, il faut qu'il soit reconnu, moins pour une question d'effectivité que de légitimité, et cela s'effectue par un référendum sur l'indépendance ou l'équivalent.

Au chapitre 8 intitulé « *Beyond Secession? Law in the Framing of the National Polity* », Neil Walker (University of Edinburgh) traite de l'émergence de constitution au-delà de l'État, en particulier en lien avec les revendications sous-étatiques au sein de l'Union européenne. Il pose la question à savoir si une Écosse indépendante serait admise au sein de l'UE et si oui, selon quel procédé. Selon l'auteur, l'UE, faisant preuve de neutralité conservatrice, aurait agi à titre de médiateur entre l'État écossais et le droit international.

Zoran Oklopčic (Carleton University), propose au chapitre 9, « *Which Pluralism? External Self-Determination at the Intersection of National, Social and Geopolitical Emancipation* », où il réfléchit sur le droit à l'autodétermination externe (la sécession), qui n'est généralement acceptée en droit international que comme remède en cas d'oppression ou de discrimination d'une minorité. Les tenants du pluralisme, dont il présente la récente doctrine, ont pour leur part mis de côté la sécession, préconisant un espace normatif pour les différentes idéologies à l'intérieur même de l'État, et d'autres formes d'émancipation. La pratique de l'autonomie publique, présentée comme un pluralisme « éthéré », serait la mieux adaptée.

Enfin, la deuxième section de la deuxième partie, « *New Legal Orders: The Challenges of European Integration and International Human Right* » se concentre sur l'Union européenne. Au chapitre 10, « *Between Cosmopolis and Community: Justice and Legitimacy in a European Union of People* », Richard Bellamy (University College London) traite de la contradiction entre l'intégration des États et la revendication croissante de ces derniers pour plus d'autonomie. À l'aide du concept de « *thin morality* » qu'il emprunte à Michael Waltzer<sup>1</sup>, l'auteur propose un modèle de communautarisme cosmopolite, c'est-à-dire une Europe des communautés à géométrie variable. Le communautarisme permet en effet une meilleure légitimisation des normes qui relèvent de la cosmopole, par une meilleure intégration aux contextes sociaux et moraux.

---

<sup>1</sup> Michael Walzer, *Thick and Thin: Moral Argument at Home and Abroad*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1994.

Enfin, Cormac Mac Amhlaigh (University of Edinburgh) parle dans le onzième et dernier chapitre, « *Even Children Lisp the Rights of Man: International Human Rights Law and National Minority Jurisdiction* », de l'application des normes internationales humanitaires dans les systèmes nationaux. En se basant sur deux cas de jurisprudence où la Cour suprême du Royaume-Uni s'est ingérée dans les affaires internes de l'Écosse, l'auteur suggère que les minorités ont une certaine marge de manœuvre pour donner effet aux normes internationales, c'est-à-dire une « contextualisation » au niveau régional de normes qui devraient pourtant être universelles (*interpretative discretion*). De par l'universalité de leur caractère, ces normes s'appliquent à une multitude de contextes et doivent donc être relatives plutôt qu'absolues.

Tout au long du livre édité par Stephen Tierney, on sent bien que le référendum écossais encore récent. En ce sens, il s'agit d'un ouvrage qui trouve des échos bien réels, notamment au Québec, un exemple d'ailleurs souvent cité par les auteurs. Toutefois, malgré les études de cas du « Southphalia » et de l'ex-Yougoslavie, il s'agit d'un ouvrage essentiellement théorique. Le livre ne comporte pas de conclusion, mais il est d'une grande cohérence tant au niveau de l'enchaînement des idées des auteurs que par sa structure. Le professeur Tierney mise sur une approche multidisciplinaire, qui aurait somme toute gagné à être approfondie puisque bien que faisant référence à des données historiques ou sociologiques, les auteurs sont presque tous politologues ou juristes internationalistes. Finalement, l'ouvrage a le grand mérite de défaire le mythe du nationalisme comme étant associé à une idéologie rétrograde, à la sécession ou à la violence.